41 & 42

Chicago Newberry Library

JOURNAL

D'INSTRUCTION SOCIALE;

PAR LES CITOYENS

CONDORCET, SIEYES ET DUHAMEL.

1793.

PROSPECTUS.

DANS un moment où tous les CITOYENS sont appellés à la discussion de leurs intérêts et à la défense de leurs droits, rien ne peut être plus utile que de les prévenir, et contre les erreurs où l'ignorance pourroit les entraîner, et contre celles, où dans l'espoir d'en profiter, des hommes avides et ambitieux chercheroient à les faire tomber.

Les individus, comme hommes, comme membres d'une société politique, ont entr'eux des rapports, d'où naissent leurs droits et leurs devoirs. Il existe d'autres rapports entre les individus et la société dont ils font partie. Enfin, les besoins des hommes et leur industrie ont fait naître de nouveaux rapports entr'eux et les choses qu'ils peuvent produire, perfectionner, consommer ou employer.

De-là, naissent trois branches d'une même science, qui a pour objet général la connoissance des droits, des devoirs et des intérêts de l'homme dans l'état de société.

Nous adopterons, pour les distinguer, les dénominations de *Droit naturel*, de *Droit politique*, d'*Économie publique*.

Toutes les sciences ont une partie pratique. De chacune d'elles découle un art, dont les règles sont la conséquence des principes de la science. Cet art a pour but de combiner et de choisir les moyens d'exécuter sûrement ce que les principes ont fait reconnoître pour vrai, pour juste, pour utile.

Ainsi la morale ou l'art de se bien conduire dérive du Droit naturel; l'Art social, du Droit politique, et l'Art d'administrer a pour base la science de l'Economie publique.

Tels sont les objets sur lesquels il est utile que tous les citoyens aient des notions précises, qu'ils n'en aient que de justes, qu'ils n'adoptent que des théories saines et vraies; et le but de ce Journal, est de fixer ces notions, de déterminer ces théories.

Une des principales causes du peu de progrès des sciences morales et politiques, et sur-tout de la difficulté d'en répandre, d'en faire adopter les vrais principes, c'est l'imperfection de la Langue qu'elles emploient.

Comme elles sont formées de mots employés dans l'usage commun, où ils n'ont en général qu'un sens vague et incertain, il est difficile d'amener les hommes à leur donner, dans l'étude d'une science, le sens précis qu'ils doivent y avoir. D'un autre côté, il paroîtroit barbare de créer des termes techniques, pour exprimer des idées simples et communes. Une analyse des mots employés dans ces sciences, est donc un des moyens les plus sûrs d'en faciliter l'étude, et d'en accélérer les progrès. Nous disons une analyse, et non une définition.

En effet, une définition, lorsqu'elle est possible, n'est que le résultat d'une analyse qu'elle suppose et qu'elle rappelle. Avant d'attacher un mot à une idée complexe, il faut l'avoir développée et circonscrite; il faut que ceux qui doivent s'entendre en prononçant le même mot, reçoivent la même idée; et l'analyse seule peut remplir cette condition.

Ainsi la langue politique, l'analyse des idées qu'expriment les mots de cette Langue, sera un des premiers objets du Journal d'Instruction sociale.

On y joindra le développement des principes du Droit naturel, du Droit politique et de l'Economie publique, ainsi que l'exposition des moyens qui dérivent de ces principes, pour se

diriger dans sa conduite, pour organiser ou administrer une société.

Dans toutes les sciences il existe des théories reconnues qu'il suffit d'exposer avec leurs preuves. Mais il existe aussi des questions sur lesquelles l'opinion n'est pas fixée.

La discussion de ces questions, quand même elle ne conduiroit qu'à prévenir des décisions précipitées, en inspirant un doute salutaire, doit également entrer dans un Journal d'Instruction.

D'ailleurs, si l'on s'assujettissoit à un ordre absolument méthodique, si la suite des articles du Journal présentoit un traité complet sur chaque science, on perdroit le principal avantage d'une publication périodique, celui d'occuper les lecteurs des objets pour lesquels les circonstances de chaque moment leur inspirent plus de curiosité, de les éclairer sur ce qu'ils ont actuellement besoin de connoître.

On exposera, on discutera les opinions qui, par elles-mêmes, ou par le nom de leurs auteurs, peuvent avoir sur les esprits une influence générale. On combattra les erreurs qui menaceroient d'acquérir une importance dangereuse.

DUHAMEL est chargé de la langue des sciences morales et politiques, et de présenter des vues, soit sur la méthode d'enseigner ces sciences, soit sur l'art de discuter; CONDORCET

et SIEYES développeront les principes du Droit naturel et politique, de l'Economie publique, de l'Art social.

Comme il est impossible que plusieurs hommes aient sur tout les mêmes opinions, il arrivera quelquefois d'en présenter de différentes sur les mêmes questions ; mais ces différences n'en rempliroient que mieux l'objet de ce Journal, dont le but est d'éclairer et non d'enseigner ce qu'il faut croire.

On demandera, sans doute, à qui ce Journal sera utile, à qui il est destiné, par qui il pourra être lu.

La partie du Journal consacrée à exposer les moyens d'instruire les autres et de s'instruire soi-même, et à fixer, par une analyse exacte, le sens des mots dont se forme la langue de la Morale et de la Politique, cette partie doit être, par sa nature même, à l'usage de tous les hommes, à la portée de tous les esprits.

Elle sera utile dans l'éducation, et en même-temps elle servira à faire disparoître cette différence de langage qui, entre des hommes appellés à l'exercice des mêmes droits, produit une inégalité très-réelle.

Dans les autres parties du Journal, lorsqu'il s'agira de développer des théories, on aura soin de remonter assez haut pour se rendre intel-

ligible, même à ceux qui ne sont point préparés par des études antérieures.

S'il s'agit de questions à discuter, d'opinions à exposer, alors on s'imposera la loi de suppléer aux connoissances que ces discussions exigent, par une courte exposition des principes généraux qui doivent y servir de guide.

Ainsi, c'est à tous les hommes, ayant quelqu'habitude de réfléchir et d'exercer leur raison, que ce Journal est destiné. Il sera également à la portée, et des enfans de douze ans, dont l'instruction n'aura pas été négligée, et des hommes les moins éclairés, s'ils sont capables de l'application nécessaire pour s'instruire.

Dans les sociétés populaires qui ont si bien servi la cause de la liberté, qu'elle lui seront encore si utiles, la lecture de ce Journal auroit l'avantage de leur faire connoître, sur les questions qu'elles voudroient examiner et discuter, l'état actuel des connoissances humaines, les opinions qui partagent les hommes éclairés, les raisons sur lesquelles ces opinions sont appuyées.

Si, dans une science quelconque, vous proposez à l'homme le plus instruit, de discuter une question ou de la résoudre, à moins qu'elle n'ait été déja l'objet de ses recherches, ou qu'elle n'y ait un rapport immédiat, il aura besoin de temps et d'études préliminaires pour vous bien répondre.

Or, c'est ce temps, ce sont ces études que la lecture du Journal, peut épargner dans les circonstances où l'empressement de discuter et d'avoir une opinion, ne permettroit point de recourir à d'autres moyens de s'instruire.

On aura de plus, l'avantage d'y trouver les questions importantes débarrassées de tout ce dont les préjugés anciens et les nouvelles passions ont pu les embarrasser.

Les hommes ignorans, mais ayant des mœurs simples, ont en général l'esprit juste, leur bon sens saisit ou démêle la vérité. Mais l'habitude leur a donné des préjugés d'autant plus difficiles à déraciner que leurs idées sont renfermées dans un cercle plus étroit. Il leur est bien difficile aussi de ne pas se laisser entraîner par des sophismes qui leur sont présentés avec l'art propre à les séduire, de trouver des réponses à ces sophismes, de deviner même qu'il en existe. Ainsi combattre les préjugés qui corrompent la raison de la partie du peuple la moins instruite, le prémunir d'avance contre les sophismes de ses hypocrites protecteurs : c'est, sans doute, un moyen de prévenir ses égaremens et les maux qui doivent en résulter pour lui-même.

Les ouvrages philosophiques ont pour but, les uns le progrès, les autres la propagation des lumières. Les premiers ne sont écrits que

pour les hommes déja instruits de tout ce qui est connu, parce qu'en général eux seuls peuvent acquérir ces connoissances nouvelles et en profiter.

Les autres doivent être mis à la portée du plus grand nombre des lecteurs ; mais le travail nécessaire pour atteindre à ce degré de clarté, a des difficultés réelles, et le peu de gloire qu'il en résulte ne dédommage pas de ce qu'il en a coûté pour les vaincre. Heureusement, lorsqu'il s'agit d'objets importans pour le bonheur public, le plaisir d'avoir été utile, offre des jouissances plus douces que celles de la gloire. Le temps employé à faire entendre la vérité, même la plus simple ; à détruire les erreurs même les plus grossières, ne paroîtra jamais un temps perdu aux vrais amis de l'humanité.

Et lorsque ces erreurs pourroient corrompre la masse entière d'un grand peuple ; lorsqu'elles pourroient l'exposer à des trahisons, lorsque la connoissance de ces vérités, en devenant plus générale, peut le sauver de ces dangers ; alors toute idée personnelle doit disparoître devant ces grands intérêts.

La vérité n'est utile ni à l'orgueil, ni à l'ambition, ni à l'avidité, ni aux passions particulieres des individus, elle ne fait le bien d'un seul qu'en faisant celui de tous. Voilà pourquoi tant d'hommes se sont occupés de séduire

les nations, et que si peu ont cherché à les détromper et à les éclairer. Il sembloit que l'esprit d'inégalité, s'étoit glissé en quelque sorte, même dans la philosophie, comme si la vérité ne devoit être le patrimoine que de quelques hommes.

Satisfaits de la gloire de l'avoir trouvée, ils ne cherchoient à la répandre que parmi ceux dont le suffrage flattoit leur amour-propre. Souvent même ils se plaisoient à la cacher; on vouloit bien avoir des disciples ou des lecteurs; mais on abandonnoit la masse entière des hommes à son inattention et à ses erreurs.

Ainsi, des préjugés depuis-long-temps détruits pour les sages, continuoient d'asservir les nations. De nouvelles vérités aggrandissoient la sphere de la raison humaine; mais elles demeuroient inutiles au bonheur des hommes qui ne les connoissoient pas.

Cependant il ne peut y avoir, ni vraie liberté, ni justice, dans une société, si l'égalité n'y est pas réelle; et il ne peut y avoir d'égalité, si tous ne peuvent acquérir des idées justes sur les objets dont la connoissance est nécessaire à la conduite de leur vie. L'égalité de la stupidité n'en est pas une, parce qu'il n'en existe point entre les fourbes et leurs dupes, et que toute société qui n'est pas éclairée par

des philosophes, est trompée par des charlatans.

Nous ne pouvons en avoir ici qu'une espèce à combattre; les charlatans politiques. Tous ne sont pas des César ou des Cromwel; mais, en ce genre, il suffit d'un médiocre talent, et souvent d'un bien petit intérêt, pour faire beaucoup de mal. Tous suivent la même marche; tous veulent être les favoris du peuple, afin d'en devenir les tyrans. Tous calomnient la vertu, jusqu'à ce qu'ils aient le pouvoir de la persécuter. Tous haïssent les talens qui ne s'avilissent pas à les servir. Tous craignent que les lumières ne se répandent, parce qu'ils ne peuvent vaincre qu'en combattant dans les ténèbres.

Montrer au peuple les pièges où ces hommes veulent l'engager, est donc un des premiers devoirs des écrivains qui se dévouent à la cause de la vérité et de la patrie.

Jamais la tyrannie ne s'est établie, ni maintenue que par l'erreur, et parce que les moyens ou le courage de détromper le peuple ont manqué aux amis de la liberté.

Nous nous garderons bien de nous faire, auprès des lecteurs, le moindre mérite d'employer ou d'éviter la Métaphysique, d'afficher ou de dépriser la Philosophie. La raison est une, et

n'a qu'un langage. On peut lui donner différens noms, suivant les objets auxquels on l'applique ; mais elle ne change pour cela, ni de nature, ni de méthode.

Au reste, le but de ce Journal n'est pas de donner des opinions, mais de mettre à portée de s'en former une.

Nous ne demandons pas que les hommes pensent comme nous; mais nous desirons qu'ils apprennent à penser d'après eux-mêmes. Ce n'est pas un catéchisme politique que nous voulons enseigner; ce sont des discussions que nous soumettons à ceux qu'elles intéressent, et qui doivent les juger.

Ce Journal, composé de deux feuilles in-8°, *paroîtra le premier Juin prochain, et successivement tous les Samedis de chaque semaine.*

Le prix de l'Abonnement est de 20 livres par an, pour Paris, et de 22 livres 10 sols pour les Départemens, franc de port.

On pourra s'abonner pour six mois, ou pour un an. Il faut affranchir la lettre & l'argent.

S'adresser au Citoyen METOYEN, *au Bureau de l'Abonnement, rue du Petit-Musc,* N°. 19, *près de l'Arsenal, et chez tous les Libraires & Directeurs des Postes dans tous les Départemens.*

L'ENTREPRENEUR DU JOURNAL

A SES CONCITOYENS.

Le bénéfice qui pourra résulter de notre entreprise, est destiné à entretenir, dans l'Institution Nationale des Sourds-Muets, un plus grand nombre d'Elèves que celui qui, par la fondation de cet Etablissement, se trouve borné, sans exagérer, au centième de ceux que la République renferme dans son sein; et les amis de l'humanité, qui sentent combien il est doux de rendre à la société ces êtres infortunés, que la nature aveugle ou cruelle a laissés entre l'homme & les autres animaux, verront, sans doute, cette entreprise avec intérêt. Mais ce sentiment de bienfaisance n'est pas le seul qui nous ait déterminé; l'amour du bien public a été pour nous, au moins un aussi puissant mobile.

Les Auteurs dédaignant le charlatanisme, parce qu'ils n'en ont pas besoin, méprisant tout ce qui n'est pas la raison et la vérité, parce qu'ils connoissent les effets toujours

nuisibles de l'erreur et d'une exagération mensongere, se sont bornés à l'exposé pur et simple de leurs plans et de leurs vues ; mais, dans cette simplicité, quels grands moyens de contribuer au bonheur public, à la propagation des vraies lumières, au perfectionnement de la raison humaine ! En effet, fixer entre les hommes la signification incertaine des mots de la langue, des sciences morales et politiques, n'est-ce pas leur former un esprit juste et les mettre à l'abri de l'imposture et du fanatisme, qui rendent l'homme malheureux et détruisent l'ordre social ? Leur donner des moyens pour discuter utilement les questions qui leur seront soumises, n'est-ce pas rendre au véritable intérêt public, des Citoyens que leur ignorance et leur incapacité livrent à l'intérêt de ceux qui veulent les séduire ? Leur indiquer une méthode propre à diriger sûrement leur réflexion vers les connoissances qui leur sont nécessaires, n'est-ce pas leur donner les moyens de perfectionner leur raison et de découvrir de nouvelles sources d'industrie ? Les principes du droit naturel, qui servent de base à la morale, aux loix civiles et pénales, ne formeront-ils pas des hommes sages et capables de remplir les fonc-

tions importantes et terribles de Jurés ? Ceux du droit politique, sur lesquels reposent les droits des Citoyens, et qui nous éclairent sur nos devoirs envers la société dont nous sommes membres, ne sont-ils pas les fondemens de la morale publique et l'école des vertus civiques ? Enseigner l'économie publique ; faire connoître à tous quelles sont les ressources nationales dans la population, dans les productions du sol qu'ils habitent, dans les contributions, dans les arts et le commerce, n'est-ce pas les mettre à portée d'acquérir la science du gouvernement ? N'est-ce pas leur assurer la liberté et l'égalité, que de les rendre capables de veiller à l'intérêt général, et de remplir toutes les fonctions publiques ? N'est-ce pas, en un mot, leur offrir la véritable *Instruction sociale*, cette instruction que la fausse politique ou l'indifférence de nos Législateurs nous a constamment refusée depuis trois ans. Certes, ces considérations sont des motifs assez puissans, pour déterminer un bon citoyen à courir les risques d'une telle entreprise, quand bien même il n'auroit pas compté sur les grands talens des Auteurs.

Tels ont été nos motifs, chers Concitoyens, amis de l'humanité et de la Patrie. Que nous ne soyons pas les seuls à répandre cette instruction si nécessaire. Que les Citoyens favorisés de la fortune, s'ils n'ont pas les talents, sachent au moins faire valoir ceux qui les possédent. Pénétrons-nous bien tous de la nécessité de l'instruction, & n'oublions jamais que si la Liberté & l'Egalité sont le plus grand des biens pour un Peuple éclairé, elles seroient aussi la cause des plus grands maux pour un Peuple qui, par ignorance, ne pourroit les conserver.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE DES SOURDS-MUETS.

Case
Wing
2
45
.18
Ser. 1d
no. 41.

Newberry Library Chicago